



Source: Banque Laurentienne du Canada

September 01, 2021 07:30 ET

Banque Laurentienne Groupe Financier déclare ses résultats pour le troisième trimestre 2021

L'information financière présentée dans le présent document est fondée sur l'information consolidée résumée intermédiaire (non auditée) pour le trimestre clos le 31 juillet 2021, et a été préparée conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Tous les montants sont libellés en dollars canadiens. La Banque Laurentienne du Canada et ses entités sont collectivement désignées sous le nom de Banque Laurentienne Groupe Financier (le « Groupe » ou la « Banque ») et offrent des produits ou services en matière de dépôt, d'investissement, de prêt, de valeurs mobilières, de fiducie et autres.

Faits saillants du troisième trimestre 2021 (comparativement au troisième trimestre 2020)

- Résultat net comme présenté de 62,1 millions \$, comparativement à 36,2 millions \$
- Résultat net ajusté ⁽¹⁾ de 59,0 millions \$, comparativement à 47,1 millions \$
- Résultat dilué par action de 1,32 \$, par rapport à 0,77 \$
- Résultat dilué par action ajusté ⁽¹⁾ de 1,25 \$, par rapport à 1,02 \$

MONTREAL, 01 sept. 2021 (GLOBE NEWSWIRE) -- Banque Laurentienne Groupe Financier a déclaré un résultat net de 62,1 millions \$ et un résultat dilué par action de 1,32 \$ pour le troisième trimestre 2021, comparativement à un résultat net de 36,2 millions \$ et un résultat dilué par action de 0,77 \$ pour le troisième trimestre 2020. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 9,4 % pour le troisième trimestre 2021, par rapport à 5,8 % pour le troisième trimestre 2020. Les résultats du trimestre prennent en compte un gain net sur le règlement des régimes de retraite découlant de l'achat de rentes (ou du rachat des engagements), ainsi qu'une diminution des provisions pour pertes sur créances, comme il est précisé ci-après. Sur une base ajustée ⁽¹⁾, le résultat net s'est établi à 59,0 millions \$ et le résultat dilué par action, à 1,25 \$, pour le troisième trimestre 2021, en hausse par rapport à un résultat net de 47,1 millions \$ et un résultat dilué par action de 1,02 \$ pour le troisième trimestre 2020. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 8,9 % pour le troisième trimestre 2021, par rapport à 7,7 % pour la période correspondante de 2020.

Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021, le résultat net comme présenté s'est établi à 159,9 millions \$ et le résultat dilué par action, à 3,43 \$, par rapport à un résultat net comme présenté de 77,3 millions \$, et un résultat dilué par action de 1,58 \$, pour les neuf mois clos le 31 juillet 2020. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 8,4 % pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021, par rapport à 3,9 % pour les neuf mois clos le 31 juillet 2020. Sur une base ajustée ⁽¹⁾, le résultat net s'est établi à 163,3 millions \$, et le résultat dilué par action, à 3,51 \$, pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021, en hausse par rapport à un résultat net de 95,9 millions \$ et un résultat dilué par action de 2,01 \$, pour les neuf mois clos le 31 juillet 2020. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 8,6 % pour les neuf mois clos le 31 juillet 2021, par rapport à 5,0 % pour la période correspondante de 2020.

« La dynamique que nous avons créée au cours de la première moitié de l'année s'est poursuivie au troisième trimestre, grâce à une forte performance du secteur Financement immobilier, à un autre trimestre solide du secteur Marchés des capitaux, à une diminution des provisions pour pertes sur créances et à la poursuite de notre rigueur en matière de gestion des coûts. Pour la suite, nous resterons concentrés sur l'amélioration de l'expérience client tout en continuant à chercher des possibilités de compression des coûts structurels. Dans l'ensemble, je suis satisfaite de nos progrès et je suis enthousiaste à l'égard de notre parcours futur alors que nous profiterons pleinement du fruit de nos efforts », a déclaré Rania Llewellyn, présidente et chef de la direction.

En millions de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	Pour les trimestres clos les			Pour les neuf mois clos les		
	31 juillet 2021	31 juillet 2020	Variation	31 juillet 2021	31 juillet 2020	Variation
Comme présenté						
Résultat net	62,1 \$	36,2 \$	71 %	159,9 \$	77,3 \$	107 %
Résultat dilué par action	1,32 \$	0,77 \$	71 %	3,43 \$	1,58 \$	117 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	9,4 %	5,8 %		8,4 %	3,9 %	
Ratio d'efficacité	66,8 %	73,9 %		69,7 %	76,5 %	
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	10,3 %	9,4 %				
Base ajustée (1)						
Résultat net ajusté	59,0 \$	47,1 \$	25 %	163,3 \$	95,9 \$	70 %
Résultat dilué par action ajusté	1,25 \$	1,02 \$	23 %	3,51 \$	2,01 \$	75 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	8,9 %	7,7 %		8,6 %	5,0 %	
Ratio d'efficacité ajusté	68,4 %	68,1 %		69,1 %	73,1 %	

(1) Certaines mesures présentées dans le présent document ne tiennent pas compte des montants désignés comme étant des éléments d'ajustement et constituent des mesures non conformes aux PCGR. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour plus de précisions.

Résultats consolidés

Mesures non conformes aux PCGR

La direction utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et des mesures non conformes aux PCGR afin d'évaluer la performance de la Banque. Les résultats préparés conformément aux PCGR sont désignés comme étant des résultats « comme présentés ». Les mesures non conformes aux PCGR présentées dans le présent document sont dites des mesures « ajustées » et ne tiennent pas compte de certains montants désignés comme étant des éléments d'ajustement. Les éléments d'ajustement se rapportent au règlement des régimes de retraite, aux charges de restructuration et aux regroupements d'entreprises et ont été désignés comme tels du fait que, selon la direction, ils ne reflètent pas la performance sous-jacente de ses activités. Les mesures non conformes aux PCGR permettent aux lecteurs de mieux comprendre comment la direction analyse les résultats de la Banque et d'apprécier la performance sous-jacente de ses activités et des tendances connexes. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. Les tableaux suivants présentent les éléments d'ajustement et leur incidence sur les résultats comme présentés et sur le résultat dilué par action.

INCIDENCE DES ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT SUR LES RÉSULTATS COMME PRÉSENTÉS

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	Pour les trimestres clos les			Pour les neuf mois clos les	
	31 juillet 2021	30 avril 2021	31 juillet 2020	31 juillet 2021	31 juillet 2020

Incidence sur le résultat avant impôts sur le

résultat

Résultat avant impôts sur le résultat comme présenté	79 226 \$	67 807\$	42 405\$	203 544 \$	78 637\$
--	------------------	----------	----------	-------------------	----------

Éléments d'ajustement, avant impôts sur le résultat

Gain net sur le règlement de régimes de retraite découlant de l'achat de rentes ⁽¹⁾	(7 064)	—	—	(7 064)	—
--	----------------	---	---	----------------	---

Charges de restructuration ⁽²⁾

Indemnités de départ (reprise)	(83)	(792)	7 047	(613)	10 068
--------------------------------	-------------	-------	-------	--------------	--------

Autres charges de restructuration	45	2 682	4 020	3 086	4 059
-----------------------------------	-----------	-------	-------	--------------	-------

	(38)	1 890	11 067	2 473	14 127
--	-------------	-------	--------	--------------	--------

Éléments liés aux regroupements d'entreprises

Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis ⁽³⁾	—	—	127	—	538
--	---	---	-----	---	-----

Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ⁽⁴⁾	2 946	3 014	3 520	9 033	10 461
---	--------------	-------	-------	--------------	--------

	2 946	3 014	3 647	9 033	10 999
--	--------------	-------	-------	--------------	--------

	(4 156)	4 904	14 714	4 442	25 126
--	----------------	-------	--------	--------------	--------

Résultat avant impôts sur le résultat ajusté	75 070 \$	72 711\$	57 119\$	207 986 \$	103 763\$
--	------------------	----------	----------	-------------------	-----------

Incidence sur le résultat net

Résultat net comme présenté	62 064 \$	53 062\$	36 217\$	159 945 \$	77 274\$
-----------------------------	------------------	----------	----------	-------------------	----------

Éléments d'ajustement, après impôts sur le résultat

Gain net sur le règlement de régimes de retraite découlant de l'achat de rentes ⁽¹⁾	(5 194)	—	—	(5 194)	—
--	----------------	---	---	----------------	---

Charges de restructuration ⁽²⁾

Indemnités de départ (reprise)	(62)	(582)	5 178	(451)	7 398
--------------------------------	-------------	-------	-------	--------------	-------

Autres charges de restructuration	33	1 972	2 955	2 269	2 984
-----------------------------------	-----------	-------	-------	--------------	-------

	(29)	1 390	8 133	1 818	10 382
--	-------------	-------	-------	--------------	--------

Éléments liés aux regroupements d'entreprises

Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis ⁽³⁾	—	—	93	—	395
--	---	---	----	---	-----

Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ⁽⁴⁾	2 205	2 252	2 640	6 753	7 844
---	--------------	-------	-------	--------------	-------

	2 205	2 252	2 733	6 753	8 239
--	--------------	-------	-------	--------------	-------

	(3 018)	3 642	10 866	3 377	18 621
--	----------------	-------	--------	--------------	--------

Résultat net ajusté	59 046 \$	56 704\$	47 083\$	163 322 \$	95 895\$
---------------------	------------------	----------	----------	-------------------	----------

(1) Le gain net sur le règlement des régimes de retraite découlant de l'achat de rentes (ou du rachat des engagements) est lié à l'achat de contrats de rentes collectives réduisant le risque lié aux régimes de retraite de la Banque et est inclus au poste Frais autres que d'intérêt. Voir la rubrique « Faits saillants » pour plus de précisions sur cette transaction.

- (2) Au deuxième trimestre 2021, les charges de restructuration se composaient essentiellement des charges liées à la résolution des griefs du syndicat et aux plaintes pour pratique déloyale, notamment les plaintes concernant la révocation de l'accréditation syndicale, ainsi que des coûts engagés pour l'optimisation continue du réseau de succursales au Québec. Au cours du premier trimestre 2021, les charges de restructuration étaient attribuables à l'optimisation du réseau de succursales au Québec et à la rationalisation connexe de certaines fonctions administratives et du siège social. En 2020, les charges de restructuration découlaient principalement de la réorganisation des activités de courtage de détail et d'autres mesures visant à améliorer l'efficacité. Les charges de restructuration sont incluses dans les frais autres que d'intérêt et comprennent les indemnités de départ, les salaires, les frais juridiques, les frais de communication, les honoraires professionnels et les charges liées aux contrats de location.
- (3) L'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis découlait d'un profit non récurrent lié à l'acquisition d'une entreprise en 2012 et est inclus au poste Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis.
- (4) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions découle d'acquisitions d'entreprises et est inclus au poste Frais autres que d'intérêt.

INCIDENCE DES ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT SUR LE RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	Pour les trimestres clos les			Pour les neuf mois clos les	
	31 juillet 2021	30 avril 2021	31 juillet 2020	31 juillet 2021	31 juillet 2020
Incidence sur le résultat dilué par action					
Résultat dilué par action comme présenté	1,32 \$	1,15 \$	0,77 \$	3,43 \$	1,58 \$
Éléments d'ajustement					
Gain net sur le règlement des régimes de retraite découlant de l'achat de rentes	(0,12)	—	—	(0,12)	—
Charges de restructuration	—	0,03	0,19	0,04	0,24
Éléments liés aux regroupements d'entreprises	0,05	0,05	0,06	0,16	0,19
	(0,07)	0,08	0,25	0,08	0,43
Résultat dilué par action ajusté ⁽¹⁾	1,25 \$	1,23 \$	1,02 \$	3,51 \$	2,01 \$

(1) L'incidence par action des éléments d'ajustement peut différer en raison de l'arrondissement.

Performance financière pour le trimestre clos le 31 juillet 2021

Le résultat net s'est établi à 62,1 millions \$ et le résultat dilué par action s'est établi à 1,32 \$ pour le troisième trimestre 2021, comparativement à un résultat net de 36,2 millions \$ et un résultat dilué par action de 0,77 \$ pour le troisième trimestre 2020. Le résultat net ajusté a été de 59,0 millions \$ pour le troisième trimestre 2021, en hausse par rapport à celui de 47,1 millions \$ pour le troisième trimestre 2020, tandis que le résultat dilué par action ajusté a été de 1,25 \$, comparativement à 1,02 \$ au troisième trimestre 2020. Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires du troisième trimestre 2021 comprenait un dividende final sur les actions privilégiées, série 15, rachetées en juin 2021, et une charge d'intérêt initiale partielle sur les billets avec remboursement de capital à recours limité émis en mai 2021.

Revenu total

Le revenu total s'est établi à 254,9 millions \$ pour le troisième trimestre 2021, en hausse de 3 % comparativement au revenu total de 248,6 millions \$ pour le troisième trimestre 2020.

Le *revenu net d'intérêt* a augmenté de 1,2 million \$ pour s'établir à 174,7 millions \$ au troisième trimestre 2021, comparativement à un revenu net d'intérêt de 173,5 millions \$ au troisième trimestre 2020. Cette augmentation

découlait principalement de la diminution des coûts de financement, en raison surtout du recours accru au financement garanti d'un exercice à l'autre. La marge nette d'intérêt s'est établie à 1,86 % pour le troisième trimestre 2021, un niveau inchangé par rapport à celui du troisième trimestre 2020, pour les mêmes raisons, et malgré le contexte global de baisse des taux d'intérêt. Au cours des derniers mois, l'incidence de la diminution des volumes de financement d'inventaires sur la marge nette d'intérêt a été en grande partie contrebalancée par la diminution des coûts de financement. Toutefois, la baisse des volumes de financement d'inventaires devrait continuer d'influer sur le revenu net d'intérêt pour le reste de l'année, jusqu'à ce que les perturbations liées à la chaîne d'approvisionnement soient réglées.

Les *autres revenus* ont augmenté de 5,1 millions \$, ou 7 %, pour s'établir à 80,2 millions \$ au troisième trimestre 2021, par rapport aux autres revenus de 75,1 millions \$ au troisième trimestre 2020. L'augmentation découlait surtout de la hausse de 3,1 millions \$ des commissions sur prêts par rapport à celles du troisième trimestre 2020 en raison du solide rendement des activités de financement immobilier. La hausse des revenus provenant des activités de courtage et l'augmentation des commissions sur la vente de fonds communs de placement ont également contribué à l'augmentation.

Provisions pour pertes sur créances

Les provisions pour pertes sur créances se sont établies à 5,4 millions \$ pour le troisième trimestre 2021, en comparaison de 22,3 millions \$ pour le troisième trimestre 2020, une baisse de 16,9 millions \$, les provisions plus élevées à la période correspondante de l'exercice précédent reflétant l'incidence de la pandémie de COVID-19. Les reprises de provisions sur prêts productifs de 3,6 millions \$ ont également contribué à l'amélioration. Malgré la persistance de l'incertitude entourant la pandémie de COVID-19, les reprises étaient en grande partie attribuables à l'amélioration des perspectives économiques.

Voir la rubrique « Gestion des risques » du rapport de gestion et la note 5 des états financiers consolidés résumés intermédiaires pour en savoir plus sur les provisions pour pertes sur créances et les corrections de valeur pour pertes sur créances.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt se sont établis à 170,3 millions \$ pour le troisième trimestre 2021, une baisse de 13,5 millions \$, ou 7 %, par rapport à ceux du troisième trimestre 2020. Les frais autres que d'intérêt ajustés se sont élevés à 174,4 millions \$ au troisième trimestre 2021, une hausse de 5,2 millions \$, ou 3 %, par rapport à ceux du troisième trimestre 2020. Les frais autres que d'intérêt ajustés excluent les éléments d'ajustement, comme un gain net de 7,1 millions \$ sur le règlement des régimes de retraite découlant de l'achat de rentes au troisième trimestre 2021, ainsi que l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et les charges de restructuration, qui sont décrits à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » ci-dessus.

Les *salaires et avantages du personnel* se sont élevés à 89,9 millions \$ au troisième trimestre 2021, une baisse de 2,6 millions \$ par rapport à ceux du troisième trimestre 2020. Les salaires et avantages du personnel pour le troisième trimestre 2021 incluaient le gain net de 7,1 millions \$ sur le règlement des régimes de retraite découlant de l'achat de rentes susmentionné. Le tout a été contrebalancé en partie par l'augmentation de la rémunération liée à la performance attribuable à l'amélioration de la performance de la Banque par rapport à celle du troisième trimestre 2020.

Les *frais d'occupation de locaux et technologie* se sont élevés à 49,2 millions \$ au troisième trimestre 2021, une baisse de 0,9 million \$ par rapport à ceux du troisième trimestre 2020, qui s'explique principalement par la rigueur en matière de réduction des coûts.

Les *autres frais autres que d'intérêt* se sont établis à 31,2 millions \$ au troisième trimestre 2021, une hausse de 1,0 million \$ par rapport à ceux du troisième trimestre 2020, en raison surtout d'une augmentation des honoraires professionnels.

Les *charges de restructuration* étaient essentiellement de néant au troisième trimestre 2021, soit 11,1 millions \$ de moins qu'au troisième trimestre 2020. Les charges engagées en 2020 étaient principalement liées à la rationalisation du réseau de succursales ainsi qu'à la réduction de l'effectif visant à harmoniser notre effectif avec nos besoins opérationnels et à améliorer notre efficacité. Voir la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » pour plus de précisions.

Ratio d'efficacité

Le ratio d'efficacité ajusté a été de 66,8 % au troisième trimestre 2021, en baisse par rapport à celui de 73,9 % au troisième trimestre 2020. Le ratio d'efficacité ajusté a été de 68,4 % au troisième trimestre 2021, légèrement supérieur à celui de 68,1 % au troisième trimestre 2020, en raison surtout d'une augmentation des salaires et avantages du personnel.

Impôts sur le résultat

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2021, la charge d'impôts sur le résultat a été de 17,2 millions \$ et le taux d'imposition effectif, de 21,7 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi est attribuable à l'imposition réduite du résultat des établissements à l'étranger et des retombées positives des placements de la Banque dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2020, la charge d'impôts sur le résultat a été de 6,2 millions \$ et le taux d'imposition effectif, de 14,6 %. D'un exercice à l'autre, la hausse du taux d'imposition effectif résulte du revenu national proportionnellement supérieur.

Situation financière

Au 31 juillet 2021, l'actif total s'élevait à 44,9 milliards \$, une augmentation de 2 % comparativement à celui de 44,2 milliards \$ au 31 octobre 2020, ce qui s'explique principalement par le niveau plus élevé des liquidités.

Liquidités

Les liquidités se composent de la trésorerie, des dépôts auprès de banques, des valeurs mobilières et des valeurs acquises en vertu de conventions de revente. Au 31 juillet 2021, ces actifs totalisaient 10,5 milliards \$, une hausse de 0,9 milliard \$ par rapport à ceux de 9,6 milliards \$ au 31 octobre 2020.

La Banque continue de gérer avec prudence le niveau de ses liquidités. Les sources de financement de la Banque demeurent bien diversifiées et suffisantes pour répondre à ses besoins de liquidités. Les liquidités représentaient 23 % de l'actif total au 31 juillet 2021, un niveau comparable à celui au 31 octobre 2020.

Prêts

Les prêts et acceptations bancaires, déduction faite des provisions, s'établissaient à 32,8 milliards \$ au 31 juillet 2021, une baisse de 0,2 milliard \$, ou 1 %, depuis le 31 octobre 2020. Au cours des neuf premiers mois de 2021, la croissance des prêts commerciaux a repris son élan, tandis que les prêts personnels et les prêts hypothécaires résidentiels ont diminué.

Les prêts commerciaux et acceptations totalisaient 13,5 milliards \$ au 31 juillet 2021, une augmentation de 6 % depuis le 31 octobre 2020. Le secteur Financement immobilier a contribué à la plus grande partie de l'augmentation et a continué de faire preuve de résilience pendant la pandémie de COVID-19 dans le contexte de faiblesse des taux d'intérêt. Cette solide performance a été contrebalancée en partie par la baisse des volumes de financement d'inventaires depuis le 31 octobre 2020 en raison des défis continus posés pour la chaîne d'approvisionnement afin de répondre à la demande élevée de produits récréatifs par les consommateurs.

Les prêts personnels s'établissaient à 3,8 milliards \$ au 31 juillet 2021, une diminution de 0,3 milliard \$, ou 8 %, depuis le 31 octobre 2020, en raison surtout du recul continu du portefeuille de prêts à l'investissement.

Les prêts hypothécaires résidentiels s'établissaient à 15,7 milliards \$ au 31 juillet 2021, une baisse de 0,6 milliard \$, ou 4 %, depuis le 31 octobre 2020. L'acquisition de prêts hypothécaires auprès de tiers dans le cadre du programme de la Banque visant à optimiser le recours aux titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* a contribué à atténuer l'incidence des remboursements.

Dépôts

Les dépôts ont diminué de 0,8 milliard \$, ou 3 %, pour s'établir à 23,2 milliards \$ au 31 juillet 2021, comparativement à 23,9 milliards \$ au 31 octobre 2020, du fait principalement que la Banque a procédé à l'optimisation de ses sources de financement afin de tenir compte du niveau de ses actifs. Les dépôts de particuliers totalisaient 18,2 milliards \$ au 31 juillet 2021, soit 0,6 milliard \$ de moins qu'au 31 octobre 2020. La baisse résulte essentiellement de la diminution des dépôts à terme obtenus par des intermédiaires, ramenés à la baisse étant donné que la Banque a augmenté sa dette liée aux activités de titrisation pour optimiser les coûts de financement, contrebalancée en partie par la hausse de 0,8 milliard \$, ou 15 %, des dépôts à vue et sur préavis de particuliers au cours de la même période.

Les dépôts d'entreprises et autres ont diminué de 0,2 milliard \$ pour la même période pour s'établir à 5,0 milliards \$, du fait principalement d'une diminution du financement de gros, la Banque ayant optimisé ses coûts de financement, comme il a été mentionné précédemment. Les dépôts d'entreprises et autres dépôts comprennent désormais les obligations sécurisées de la Banque.

Les dépôts de particuliers représentaient 79 % du total des dépôts au 31 juillet 2021, un niveau comparable à celui au 31 octobre 2020, et ont contribué à la bonne position de la Banque en matière de liquidités.

Dette liée aux activités de titrisation

La dette liée aux activités de titrisation a augmenté de 0,6 milliard \$, ou 6 %, par rapport à celle au 31 octobre 2020, et s'établissait à 10,8 milliards \$ au 31 juillet 2021, contribuant à l'amélioration des coûts de financement. Depuis le début de l'exercice, la titrisation de prêts hypothécaires par l'intermédiaire des programmes de la SCHL, complétée par d'autres financements garantis, a plus que contrebalancé les échéances de passifs liés au programme des Obligations hypothécaires du Canada ainsi que les remboursements normaux.

Capitaux propres et fonds propres réglementaires

Les capitaux propres s'élevaient à 2 747,2 millions \$ au 31 juillet 2021, comparativement à 2 611,2 millions \$ au 31 octobre 2020.

Les résultats non distribués ont augmenté de 152,2 millions \$ par rapport aux résultats non distribués au 31 octobre 2020, en raison surtout de la contribution du résultat net de 159,9 millions \$ et des autres gains sur les régimes d'avantages du personnel et les titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global totalisant 58,2 millions \$. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par les dividendes totalisant 62,9 millions \$ versés depuis le début de l'exercice. Le cumul des autres éléments du résultat global a diminué de 28,8 millions \$, en raison essentiellement d'une réduction du montant cumulé des écarts de conversion. Au cours du troisième trimestre, la Banque a également racheté des actions privilégiées de catégorie A à dividende non cumulatif, série 15 (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)) et émis des billets avec remboursement de capital à recours limité. Pour de plus amples renseignements, voir l'état de la variation des capitaux propres consolidé dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires.

La valeur comptable par action ordinaire de la Banque s'établissait à 56,61 \$ au 31 juillet 2021, comparativement à 53,74 \$ au 31 octobre 2020.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires s'établissait à 10,3 % au 31 juillet 2021, par rapport à 9,6 % au 31 octobre 2020. L'augmentation par rapport au ratio au 31 octobre 2020 découle principalement de la génération interne de fonds propres et des autres gains sur les régimes d'avantages du personnel et les titres de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ce niveau de fonds propres fournit à la Banque la souplesse opérationnelle requise pour reprendre la voie de la croissance et pour poursuivre ses initiatives clés, de façon prudente compte tenu de la conjoncture économique.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

La Banque peut, à l'occasion, formuler des énoncés prospectifs, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières, notamment dans ce document et dans les documents intégrés par renvoi aux présentes, ainsi que dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications écrites ou orales. Ces énoncés prospectifs incluent, notamment, des énoncés relatifs aux plans et stratégies d'affaires de la Banque, à ses priorités et à ses objectifs financiers, au contexte de réglementation dans lequel elle exerce ses activités, à l'incidence attendue de la pandémie de coronavirus (« COVID-19 ») sur les activités, les résultats et la performance financière de la Banque, les énoncés présentés aux rubriques « Perspectives », « Pandémie de COVID-19 » et « Appétit pour le risque et cadre de gestion des risques » du rapport annuel 2020 de la Banque, qui comprend le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2020 et d'autres énoncés qui ne constituent pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de mots ou d'expressions tels que « croire », « présumer », « estimer », « prévoir », « perspectives », « projeter », « vision », « escompter », « prédire », « anticiper », « planifier », « objectif », « viser », « cible », « pouvoir », « avoir l'intention de » ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou d'une terminologie similaire.

Du fait de leur nature, ces énoncés prospectifs nécessitent que nous posions des hypothèses et sont soumis à un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Les hypothèses économiques importantes qui étayaient les énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont décrites dans le rapport annuel 2020 à la rubrique « Perspectives ». Il existe un risque important que les prédictions, prévisions, projections ou conclusions soient inexactes, que les hypothèses de la Banque soient erronées, et que les résultats réels diffèrent de façon significative des prédictions, prévisions, projections ou conclusions.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prospectifs, car certains facteurs, dont bon nombre échappent à son contrôle et dont les effets peuvent être difficiles à prévoir, pourraient influencer, individuellement ou collectivement, sur l'exactitude des énoncés prospectifs et faire en sorte que les résultats réels futurs diffèrent sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans les énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, notamment, les risques liés à ce qui suit : les incidences de la pandémie de COVID-19 sur la Banque, ses activités, sa situation financière et ses perspectives (notamment en ce qui concerne le marché, le crédit, le financement et les liquidités); la technologie, les systèmes d'information et la cybersécurité; les perturbations technologiques, la concurrence et la capacité de la Banque à réaliser ses objectifs stratégiques; la conjoncture économique aux États-Unis et au Canada; les méthodes et estimations comptables et les nouveautés en matière de comptabilité; la conformité aux lois et à la réglementation; les

activités frauduleuses et criminelles; le capital humain; l'assurance; la continuité des affaires; l'infrastructure commerciale; la société, l'environnement et les changements climatiques; sa capacité à gérer le risque opérationnel, le risque lié à la réglementation, le risque juridique, le risque stratégique, le risque lié à la réputation et le risque lié aux modèles, qui sont tous décrits plus amplement à la rubrique « Appétit pour le risque et cadre de gestion des risques », laquelle débute à la page 46 du rapport annuel 2020 qui comprend le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 octobre 2020.

Enfin, la Banque prévient le lecteur que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. D'autres risques et incertitudes dont la Banque ignore actuellement l'existence ou qu'elle juge actuellement négligeables pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur sa situation financière, sa performance financière, ses flux de trésorerie, ses activités commerciales ou sa réputation. Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les investisseurs et autres à comprendre certains éléments clés des objectifs, priorités stratégiques, attentes et plans actuels de la Banque, ainsi que pour leur permettre d'avoir une meilleure compréhension des activités de la Banque et de l'environnement dans lequel elle prévoit exercer ses activités, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, formulés par la Banque ou en son nom, que ce soit à la suite de nouvelles informations, d'événements futurs ou autres, sauf dans la mesure où la réglementation des valeurs mobilières applicable l'exige. Des renseignements additionnels sur la Banque sont disponibles sur le site Web SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Accès aux documents traitant des résultats trimestriels

Le présent communiqué peut être consulté sur notre site Web à l'adresse www.blcgf.ca, sous l'onglet Salle de presse, et notre rapport aux actionnaires, notre présentation aux investisseurs et les informations additionnelles sous l'onglet Centre de l'investisseur, Résultats financiers.

Conférence téléphonique

Banque Laurentienne Groupe Financier invite les représentants des médias et le public à participer à la conférence téléphonique qui se tiendra à 9 h (HE), le 1^{er} septembre 2021. Le numéro de téléphone sans frais 1-800-263-0877, code 1559838, permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement. Une webémission sera également disponible sur le site Web du Groupe, sous l'onglet Centre de l'investisseur, Résultats financiers.

L'enregistrement de cette conférence téléphonique sera disponible en différé le 1^{er} septembre 2021, à compter de 12 h (HE), jusqu'à 12 h (HE) le 1^{er} octobre 2021, sur notre site Web, sous l'onglet Centre de l'investisseur, Résultats financiers.

Les documents dont il est fait mention au cours de la conférence seront disponibles sur notre site Web, sous l'onglet Centre de l'investisseur, Résultats financiers.

Personnes-ressources

Relations avec les investisseurs

Susan Cohen

Directrice, Relations avec les investisseurs

Cellulaire : 514 970-0564

susan.cohen@blcfg.ca

Relations médias

Jonathan Abecassis

Vice-président adjoint, Communications

Cellulaire : 438 368-8078

jonathan.abecassis@blcfg.ca

À propos de Banque Laurentienne Groupe Financier

Fondé en 1846, Banque Laurentienne Groupe Financier est un fournisseur de services financiers diversifiés dont la mission est d'aider ses clients à améliorer leur santé financière. La Banque Laurentienne du Canada et ses entités sont collectivement désignées sous le nom de Banque Laurentienne Groupe Financier (le « Groupe » ou la « Banque »).

Le Groupe emploie plus de 2 900 personnes guidées par les valeurs de proximité, de simplicité et d'honnêteté et offre à ses clients particuliers, commerciaux et institutionnels un vaste éventail de solutions et de services axés sur les conseils. Grâce à ses activités pancanadiennes et à sa présence aux États-Unis, le Groupe est un important joueur dans de nombreux segments de marché.

Le Groupe gère un actif au bilan de 44,9 milliards \$, de même que des actifs administrés de 31,2 milliards \$.

